

# Le président des Etats-Unis indifférent aux droits de l'homme

► Washington a annoncé, mardi, qu'il claquait la porte du Conseil des droits de l'homme, organe onusien dont il dénonce la partialité vis-à-vis d'Israël

► Ce retrait s'inscrit dans une liste de désengagements américains. Trump a par ailleurs été critiqué pour sa discrétion sur les droits de l'homme en Corée du Nord

► La fermeté extrême du président américain vis-à-vis des familles de sans-papiers aux Etats-Unis continue de provoquer un tollé

## Washington quitte le Conseil des droits de l'homme

L'ambassadrice américaine auprès de l'ONU a dénoncé une instance qu'elle juge partielle envers Israël

NEW YORK, NATIONS UNIES, WASHINGTON - correspondants

**C'**est un retrait de plus dans la longue liste des désengagements américains. Washington a annoncé, mardi 19 juin, qu'il claquait la porte du Conseil des droits de l'homme (CDH), un organe onusien basé à Genève, alors que son mandat y courait en principe jusqu'en 2019.

Ce départ fait suite à la sortie d'un accord de libre-échange transpacifique, à celle de l'accord de Paris sur le climat, ainsi qu'à celle de l'accord sur le nucléaire iranien. Il vient par ailleurs s'ajouter au retrait de l'Unesco, effectif depuis décembre 2017, et ne fait que confirmer la politique unilatéraliste et volontiers isolationniste d'une administration Trump défiante à l'égard des organisations internationales.

L'annonce a été faite par l'ambassadrice américaine aux Nations unies (ONU), Nikki Haley, au côté du secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, au département d'Etat. Les deux ministres n'ont pas eu de mots assez durs contre cette institution qualifiée d'*« hypocrite »*, d'*« égoïste »* et accusée d'être *« une source d'embarras »* pour les Etats-Unis, alors que ces derniers sont actuellement critiqués pour leur politique migratoire.

Ce retrait de Washington ne prend pourtant personne par surprise. Depuis son arrivée à la tête de la mission américaine à l'ONU, en janvier 2017, Nikki Haley n'avait eu de cesse d'agiter la menace d'un départ. Faute d'obtenir une réforme en profondeur du CDH - elle souhaitait pouvoir exclure les membres ayant commis de graves violations des droits humains -, l'ambassadrice est donc passée à l'acte.

*« Pendant trop longtemps, le CDH a protégé les auteurs de viola-*

*tions des droits de l'homme et il a été un cloaque de partis pris politiques », a-t-elle fustigé en s'en prenant particulièrement à la République démocratique du Congo (RDC), qui y siège, tout comme au Venezuela, à la Chine, à l'Egypte ou à l'Iran.*

### « Objectifs politiques »

Mais si elle a assuré que ce retrait *« ne signifiait en rien un désengagement des Américains en faveur des droits humains »*, dont elle s'est fait le héraut, elle s'est bien gardée de mentionner l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis, qui conduisent une offensive militaire depuis trois ans au Yémen

### « Le Conseil des droits de l'homme a été pendant trop longtemps un cloaque de partis pris politiques »

NIKKI HALEY

ambassadrice américaine aux Nations unies

plongeant le pays dans une crise humanitaire dramatique.

Le CDH est certes *« imparfait »*, s'est émue l'ancienne diplomate américaine Suzanne Nossel. *« Aucun instrument multilatéral ne peut être pur ou presque parfait (...). Ses défauts sont les défauts des Etats membres qui sacrifient au profit des droits humains ou économiques », a-t-elle assuré, déplorant la décision de Washington.*

Les organisations de défense des droits humains ont régulièrement dénoncé une instance contestable dès lors qu'elle accueillait des Etats qualifiés d'autoritaires en son sein, tout en lui reconnaissant le bénéfice de l'ouverture d'enquêtes sur des violations des droits en Syrie, au

Yémen, au Burundi, en Birmanie et au Soudan du Sud, ainsi que sa capacité à aborder des sujets-clés comme la migration, le contre-terrorisme et la protection des femmes, des personnes LGBT, des personnes handicapées.

Suzanne Nossel avait été chargée, sous l'administration démocrate de Barack Obama, en 2009, de défendre la candidature des Etats-Unis à un siège au sein de l'institution créée en 2006 pour promouvoir les droits humains dans le monde. Auparavant, l'administration républicaine de George W. Bush et l'actuel conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, qui était alors ambassadeur à l'ONU mais déjà un fervent opposant au multilatéralisme, avaient refusé d'y siéger.

### La décision renforce l'impression d'alignement de Washington sur les positions israéliennes

Pour les diplomates, Washington fait surtout payer au CDH son biais supposé contre Israël, évoqué à chacune des réunions de l'organe onusien. *« Cinq résolutions ont été votées contre [l'Etat hébreu]. C'est plus que toutes les résolutions confondues contre la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie », a fait valoir Nikki Haley.*

Le 18 mai, le CDH s'était prononcé en faveur d'une enquête sur les violences commises par Israël contre des manifestants palestiniens à Gaza. La décision avait suscité l'ire de la représentante américaine qui avait immédiatement dénoncé *« un nouveau jour de honte pour les droits de l'homme »*.

En 2012, une enquête précédente portant sur la colonisation israélienne des territoires palestiniens conquis militairement en 1967 avait provoqué la colère de l'Etat hébreu et son boycottage de l'examen périodique de la situation des droits humains en Israël.

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a sans surprise salué dans la nuit une *« décision courageuse contre l'hypocrisie et les mensonges de*

*ce soi-disant Conseil des droits de l'homme de l'ONU »*. Depuis des années, poursuit le communiqué, cette instance aurait démontré qu'elle était *« biaisée, hostile, anti-israélienne »*.

Cette décision renforce l'impression d'alignement de Washington sur les positions du gouvernement israélien, après le transfert controversé en mai de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, reconnaissant cette dernière comme capitale de l'Etat hébreu.

### Désengagement

Le transfert a entraîné la rupture des relations entre Washington et la partie palestinienne, alors que le gendre et conseiller de Donald Trump, Jared Kushner, doit pourtant présenter prochainement un projet de plan de paix. Les critiques palestiniennes ont entraîné en janvier une baisse drastique des fonds alloués par les Etats-Unis à l'agence de l'ONU chargée des réfugiés palestiniens.

Ce désengagement *« n'est pas un bon signal alors que les droits de l'homme sont massivement mis à l'épreuve »*, a estimé François Delattre, le représentant français à l'ONU, qui rappelle que *« ce sont deux grandes personnalités française et américaine, René Cassin et Eleanor Roosevelt, qui ont écrit ensemble la Déclaration des droits de l'homme dont nous célébrons cette année le soixante-dixième anniversaire »*. ■

MARIE BOURREAU  
ET GILLES PARIS

## LE CONTEXTE

## SILENCE

Les évocations publiques des droits humains sont devenues rares depuis l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump,

même si le président des Etats-Unis assure évoquer ce dossier dans le cadre des tête-à-tête avec les responsables de pays réputés pour leurs atteintes à ces droits fondamentaux. Il était resté muet sur l'absence de libertés politiques au Vietnam et sur la sanglante guerre contre la drogue menée aux Philippi-

nes, lorsqu'il a visité ces deux pays en novembre 2017.

## CORÉE DU NORD

Depuis sa rencontre avec le dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un, le 12 juin, à Singapour, le président américain ne cesse de louer les qualités de son in-

terlocuteur. Les droits humains n'ont pas été mentionnés dans le document signé à l'issue de la rencontre. « C'est dur dans beaucoup d'endroits », a relativisé M. Trump. « Kim parle et tout de suite, son peuple l'écoute attentivement. Je veux que mon peuple fasse de même », a-t-il également déclaré.

# Cérémonies de clôture

FRIENDSHIP PARK (FRONTIÈRE AMÉRICANO-MEXICAINE) - envoyée spéciale

Ce samedi de mai, Gloria Apolinar, immigrante entrée clandestinement aux Etats-Unis il y a plus de trente ans, est venue à Friendship Park avec sa fille Mercedes, ses deux petites-filles, le chien Shorty et deux chaises de camping. Elle a rendez-vous avec son autre fille, Luz, et son fils, Miguel, qui habitent au Mexique et qu'elle n'a pas vus depuis onze ans. Une rencontre douce-amère, aussi frustrante qu'une visite au parloir, au pied du mur grillagé qui marque la frontière entre les deux pays.

Le « parc de l'amitié » est situé dans l'extrême sud-ouest de la Californie, là où se rencontrent les villes de San Diego (Etats-Unis) et de Tijuana (Mexique), au bord du Pacifique. Une survivance de l'époque où les Etats-Unis ne prétendaient pas être une forteresse. En fait de « parc », c'est un no man's land de 2 000 mètres carrés, une minuscule enclave qui tente de survivre au durcissement de la politique d'immigration.

Gloria et sa famille sont arrivées dès l'ouverture, à 10 heures, après avoir dû marcher une demi-heure depuis le seul parking autorisé par les autorités américaines. Devant l'entrée, deux manifestantes anti-immigration sont déjà en faction, deux « Sino-Américaines pour Trump », qui réclament la « construction du mur », comme s'il n'existait pas déjà sous leurs yeux. Leur pancarte, flambant neuve, a l'air de sortir d'une fabrique de « fake news » : « Build that wall ! »

Gloria installe ses chaises pliantes devant le grillage. De ce côté-ci de la frontière, le vent est glacial ; on est au nord, le mur est presque toute l'année à l'ombre. Elle a quitté la ville mexicaine de Puebla dans les années 1980 pour aller faire le ménage dans un hôtel de San Diego. A l'adolescence, ses aînés, Miguel et Luz, ont décidé de repartir au pays. Il n'y a pas eu moyen de les en dissuader. Quand ils ont essayé de revenir aux Etats-Unis, rien n'était plus aussi facile. Même l'obtention d'un visa de touriste est devenue quasi impossible.

Tout à coup, les cris fusent. Les voilà ! « Miguel ! », « Mama ! ». Luz tient une fillette dans ses bras, à la robe fleurie, la nouvelle petite-fille qu'elle est venue présenter à sa famille « américaine ». Les mains se pressent contre le grillage. Gloria essuie une larme quand l'enfant essaie de passer son petit doigt dans les mailles d'acier pour caresser les pattes du chien. Elle se rassied et sort un paquet de Cheetos (des chips), comme envahie d'un sentiment d'à quoi bon. Les retrouvailles finissent toujours par tourner un peu en rond.

## PHOTOS INTERDITES

A 20 kilomètres des prototypes du « grand et beau mur » que Donald Trump espère léguer à ses compatriotes, le « parc de l'amitié » est l'un des derniers endroits où les familles séparées par l'adversité peuvent encore se parler. Non plus se toucher, car le treillis métallique est devenu si épais qu'il rend le contact physique pratiquement impossible. Se voir même est devenu difficile. Collé sur le grillage, on est trop près, on aperçoit une bouche, un regard, des traits disjoints, comme un portrait cubiste. A 1,50 mètre, on voit une silhouette, mais il faut parler fort. Depuis que les Américains ont construit un deuxième grillage en retrait du premier, la frontière a en quelque sorte reculé. L'obélisque de marbre, planté en 1848 après la fin de la guerre entre les Etats-Unis et le Mexique – l'un des 258 qui marquent la ligne de démarcation jusqu'au Texas –, est désormais inaccessible aux touristes américains.

Les visites – limitées aux samedis et dimanches de 10 heures à 14 heures – sont de plus en plus encadrées. En février, la police des frontières a décidé de restreindre à 10 le nombre de personnes autorisées à s'approcher du mur en même temps (contre 25 jusque-là). Le temps

de visite n'est plus que de trente minutes par famille (mais les policiers sont tolérants s'il n'y a pas d'affluence). Les photos sont interdites, même les selfies. Selon le pasteur méthodiste John Fanestil, qui vient dire la messe devant le grillage chaque dimanche, la fréquentation du parc a nettement baissé depuis l'élection de Donald Trump. Les familles sont terrorisées. Entre 2016 et 2017, les arrestations de sans-papiers ont augmenté de 41 % aux Etats-Unis. Les

couples sont séparés, les familles écartelées.

Chaque semaine, David et Paola Castillo se retrouvent de part et d'autre du grillage avec leurs deux enfants de 8 et 3 ans. Lui côté mexicain. Elle côté américain. David, 39 ans, dont trente passés aux Etats-Unis, avait un « bon job », dit-il, dans la construction de tours de télécommunication. En février, il avait même eu droit à des vacances. Le couple avait décidé de partir en Floride ; le chemin le plus court passait par le Texas. Quand la police de la route a contrôlé David à Amarillo, et qu'il a montré son permis de conduire californien, l'agent a vérifié son statut et découvert une condamnation pour une infraction datant de 1999. En Californie, Etat « sanctuaire », pareil contrôle ne serait pas arrivé : la police locale n'a pas le droit de se substituer à l'agence fédérale chargée de l'immigration (ICE). Au Texas, David n'a même pas obtenu le droit de voir un juge. « Ils m'ont expulsé à Laredo, proteste-t-il, là où il y a tous les cartels. »

Serrés contre la grille, David et Paola évoquent cet autre voyage qu'ils avaient fait pour aller se marier à Las Vegas, comme nombre de couples américains. « Je ne suis pas chez moi au Mexique, insiste David. Mon accent, mes expressions, ma manière de voir les choses sont américains. » A peine arrivé à Tijuana, il a trouvé, comme des centaines d'expulsés, un emploi au centre d'appels téléphoniques CCSI. Pour 300 dollars (environ 260 euros) la semaine – deux fois moins qu'aux Etats-Unis –, il répond aux consommateurs américains dans son anglais parfait. Paola, 27 ans, d'origine hondurienne, ne peut même pas aller le rejoindre de l'autre côté : elle est bénéficiaire du statut de « dreamer », accordé aux jeunes amenés clandestinement par leurs parents avant l'âge de 16 ans. A l'automne 2017, Trump a suspendu le dispositif. Le Congrès ne l'a pas encore reconduit. Ces « rêveurs » sont dans une telle incertitude juridique qu'ils n'osent pas voyager.

L'histoire de Friendship Park se lit comme celle de la politique d'immigration américaine. Inauguré le 18 août 1971 par Pat Nixon, l'épouse du président Richard Nixon, il était le seul endroit officiellement désigné pour les rencontres binationales. A l'époque, la ligne de séparation consistait en un simple bar-

belé. Pat Nixon n'a eu qu'à se pencher pour serrer les mains de la foule, côté mexicain. «*Puisse-t-il ne jamais y avoir de mur entre nos pays, a-t-elle espéré. Seulement l'amitié.*» Jusqu'en 1994, les familles pouvaient circuler librement dans l'espace binational, sous la supervision de la police des frontières. On se baignait côté américain avant d'aller savourer un ceviche de crevettes dans les restaurants de poisson de Playas Tijuana.

En 1994, l'opération «*Gatekeeper*», décidée par Bill Clinton, a érigé une vraie barrière entre San Diego et Tijuana. «*Ça a été le tournant dans la politique de l'immigration, se souvient Enrique Morones, le fondateur de l'association Border Angels, qui distribue de l'eau dans le désert. Tout est arrivé en même temps.*» L'accord de libre-échange Alena, qui a développé les *maquiladoras*, les ateliers de travail à bon marché, attirant des centaines de milliers de paysans mexicains dans la zone frontalière. Et le «*mur*», à l'époque des tôles sorties des surplus de la guerre du Vietnam.

#### DES PRIÈRES DES DEUX CÔTÉS

En 2006, dans le climat post-11-Septembre, l'administration Bush a voulu renforcer les frontières. La barrière initiale a été doublée d'une seconde clôture, pour créer un no-

man's land dans lequel circulent les 4 x 4 de la Border Patrol. La muraille a été étendue à 30 mètres dans le Pacifique pour dissuader ceux qui voudraient passer par la mer. Friendship Park a été fermé, et il a fallu toute la mobilisation des associations pour qu'il rouvre en 2012. Sous l'administration Obama, l'enclave est devenue un emblème de rassemblement. De part et d'autre du grillage, on a organisé des concerts simultanés, des séances de yoga, des consultations juridiques et même des cours de salsa. «*Un antidote à la violence*, assure Dan Watman, professeur d'espagnol de San Diego, qui y cultive un «*jardin binational*». *L'exact opposé de la politique officielle de séparation et d'isolement.*»

En 2013, l'association Border Angels a réussi ce qui tenait du miracle. Faire ouvrir la porte – une première en vingt ans – pour que les familles puissent non seulement se voir à travers le grillage, mais aussi se toucher. Un dimanche d'avril, la petite Ximena, 5 ans, a pu se blottir dans les bras de son père, Luis Angulo, pendant deux minutes, sous le regard des policiers, des photographes et du maire de San Diego. L'expérience a été reconduite à cinq reprises, selon un protocole bien établi de vérification de l'identité des familles. Jusqu'à ce jour de novembre 2017 où un couple a

profité de l'ouverture de la porte pour procéder à une cérémonie de mariage. Prise de court, la police n'a pas apprécié. D'autant que la presse a révélé que l'époux était en attente de procès pour trafic de drogue, après avoir été intercepté en février avec 20 kilos d'héroïne et autant d'amphétamines dans sa voiture... Le nouveau chef de la Border Patrol, Rodney Scott, a saisi l'occasion pour interdire les réunions portes ouvertes. Il a aussi ordonné une modification du «*jardin binational*», afin de le rendre «*plus américain*». «*Du haut en bas de l'échelle, ceux qui sont racistes se sentent enhardis. Ils pensent que Trump les soutient*», affirme Enrique Morones.

Chaque dimanche, l'audience de la Border Church, l'«*Eglise de la frontière*», s'amoindrit. Depuis que les prêtres n'ont plus le droit de donner la communion à travers la grille (tout échange est interdit), la congrégation méthodiste délègue deux officiants, chargés de donner la messe simultanément de chaque côté. Les fidèles prient pour «*l'unification du royaume du Christ*» et même pour la Border Patrol. Trente minutes, et la messe est dite. A 14 heures précises, le policier Robert Reedy referme le cadenas sur l'enclave menacée qu'est devenu le «*parc de l'amitié*». ■

CORINE LESNES

## Entre les Etats-Unis et le Mexique, dans le sud-ouest de la Californie, le Friendship Park est une enclave où les familles séparées par la frontière peuvent se parler à travers le grillage



**DONALD TRUMP,  
PRENEUR  
D'OTAGES****ÉDITORIAL III**

**T**olérance zéro», la formule a dû plaire au président des États-Unis, pour qui l'expression de la force prime sur toute autre forme de vertu. Appliquée à l'immigration illégale, cette politique se traduit désormais par la séparation des familles de sans-papiers. Pendant que leurs parents sont jugés pour leur crime, selon la loi américaine, les enfants, parfois très jeunes, sont encagés dans des centres de rétention.

Une véritable prise d'otages, qui a pour objectif de pousser le Congrès à adopter les mesures extrêmement restrictives en matière d'immigration voulues par Donald Trump. Elle signale aussi aux éventuels candidats au départ de pays d'Amérique centrale en proie au chaos ou à la violence que les États-Unis ont renoncé à toute forme d'humanité envers eux.

La mesure choque, y compris parmi les soutiens conservateurs religieux de Donald Trump, alors que son vice-président, Mike Pence, qui ne cesse de brandir sa foi en étendard, n'y trouve rien à redire. Le président a d'ailleurs lâchement et faussement tenté de mettre cette politique sur le compte de son opposition démocrate, avant d'accuser littéralement cette dernière de vouloir livrer son pays au crime organisé.

On retrouve ici la marque de fabrique de Donald Trump: hystériser un dossier, réduire à une caricature, pour profiter de la sidération qui paralyse ceux qui considèrent que la politique ne peut s'affranchir de quelques principes élémentaires. Pendant la présidentielle, Donald Trump s'était attaqué à l'immigration illégale, mais c'est bien l'immigration tout court qui est désormais la cible du président de la première puissance mondiale, dont l'économie affiche une insolente santé et un taux de chômage historiquement bas.

Baisse drastique du nombre de réfugiés acceptés sur le sol américain, suppression du statut de protection temporaire dont bénéficiaient jusqu'à présent les ressortissants du Nicaragua, d'Haïti, du Honduras et du Salvador, tout est bon pour lutter contre les étrangers qui «*infestent*» selon lui les États-Unis. Donald Trump veut désormais que le Congrès réduise considérablement le regroupement familial et supprime l'obtention de visas par le biais d'une loterie conçue pour favoriser une plus grande diversité migratoire, tout en lui accordant les fonds pour la construction du mur qu'il souhaite ériger sur la frontière avec le Mexique.

Le président veut en fait ramener les États-Unis presque un siècle en arrière, en 1921 précisément, date de l'adoption d'une politique migratoire restrictive, corsetée par des quotas qui favorisaient les pays d'Europe du Nord aux dépens de tous les autres. Elle avait accompagné un recroquevillement américain rompu par l'engagement dans la seconde guerre mondiale, puis par l'instauration sous l'égide de Washington d'un nouvel ordre mondial avec lequel Donald Trump semble décidé à rompre au nom d'un égoïsme obtus.

Le discours anxigène sur l'immigration a un autre objectif: celui de garder captive la coalition électorale qui a permis au milliardaire de l'emporter de justesse en 2016, pour les élections de mi-mandat, en novembre, comme pour la prochaine présidentielle, en 2020. La stigmatisation du migrant nécessairement dangereux n'est pourtant qu'un baume illusoire pour un électorat blanc condamné à devenir minoritaire, transition démographique oblige. Et les sans-papiers d'aujourd'hui ne sont que les lointains descendants de ceux qui ont fait les États-Unis. ■